



Conférence de presse

Présentation du paquet « problématique de la criminalité liée aux stupéfiants »

22 octobre 2021



Introduction

➤ **Été 2020**

- Commission jointes et débat de consultation

➤ **Note interministérielle**

- Adoptée par le Gouvernement en conseil le 5 mars 2021

➤ **Paquet coordonné**

- Réponse aux motions du 11 mars et du 13 juillet 2021
- Catalogue de mesures à court, moyen et long terme
- Volet préventif et volet répressif
- Adopté par le Gouvernement en conseil le 20 octobre 2021

→ **Responsabilité partagée**

→ **Approche holistique**

→ **Bilan dans un an**



Interventions

- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Ministère des Affaires étrangères et européennes
- Ministère de la Sécurité intérieure



Ministère de la Justice

- **Retard** dans la mise en œuvre du projet « Cannabis récréatif », tel qu'inscrit au programme de coalition dû à divers facteurs :
 - Pandémie
 - Relations diplomatiques
 - Contraintes internationales

- **Malgré tout**, il convient d'avancer afin de remédier à la situation actuelle (criminalité liée aux stupéfiants, lutte contre le marché noir) et d'entamer la première étape des travaux législatifs.



Ministère de la Justice

➤ **Note gouvernementale sur le cannabis récréatif a deux volets :**

1. Culture de cannabis à domicile

- 4 plantes de cannabis par communauté domestique, à cultiver soi-même à partir de graines
- Lieu de culture limité à la résidence habituelle
- Maintien de l'interdiction de consommer en public

2. Décorrectionnalisation limitée à 3 grammes

- Procédure pénale allégée prévue pour les infractions de consommation, possession, détention et transport en public et pour l'acquisition, lorsque la quantité de cannabis n'excède pas 3 grammes
- Réduction du montant de l'amende pénale :
 - *Actuellement : 251 euros à 2.500 euros / Proposition : 25 euros à 500 euros*
- Possibilité de décerner un avertissement taxé de 145.- euros



Ministère de la Santé

- Développement de l'offre de consultations régionales
- Délocalisation/décentralisation des offres et fonctions de la structure Abrigado à Luxembourg-Ville
- Continuation de la décentralisation nationale des offres d'encadrement pour usagers de drogues
- Extension de l'offre TABA – Activités structurantes et occupationnelles pour personnes toxicodépendantes
- Développement des offres de traitement de désintoxication à l'échelle nationale
- Bodypackers



Ministère de la Santé

- Logement encadré régional pour malades psychiatriques chroniques et pour personnes toxicodépendantes
- Maison de substitution et offre de substitution bas-seuil
- Offre de thérapies résidentielles pour mineurs/jeunes présentant des troubles de toxicodépendance
- Offre mère-enfant dans un contexte de toxicodépendance
- Service mobile d'intervention d'urgence et services de médecine sociale rattachés à plusieurs structures hospitalières garantissant un service d'urgence



Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

« *Staark Kanner a Jonker* »: la prévention, un facteur-clé

- **Jugendpakt 2022-2025** : promotion du **bien-être** et de la **santé mentale** des jeunes
- Concept de **prévention** et d'**intervention** en matière d'**usage de stupéfiants au sein des lycées**
- Intégration du volet prévention dans les **programmes scolaires** (fondamental et secondaire)



Ministère des Affaires étrangères et européennes

- **Direction de l'immigration :**
 - Précision de la notion d'éloignement dans la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- **Centre de rétention :**
 - Augmentation des capacités du centre de rétention



Ministère de la Sécurité intérieure

- **Présence et visibilité, recrutement**
 - Présence policière accrue sur le terrain; plan en phases
 - Recrutement sur 4, 5 ans pour remédier au manque d'effectif

- **Moyens et équipements pour une Police moderne**
 - Bodycams – création d'un cadre légal
 - Vidéosurveillance – existence d'un cadre légal
 - Garantie d'accès aux bâtiments privés et publics

- **Collaboration avec les communes**
 - Comité de prévention communal
 - Plan local de sécurité



Conclusions

- **Responsabilité partagée et solutions holistiques**
 - Volet préventif et répressif

- Résultats à court, moyen et long terme
 - Persévérance!

- Il faut appliquer la stratégie au niveau **national** et au niveau **local** en coopérant avec les **communes**



Merci pour votre attention

Questions?